

LIÈGE - PROPOSITIONS

Les quatre **priorités** du MR pour les villes

Le président du MR Georges-Louis Bouchez était en visite à Liège pour parler du futur de nos grandes villes

Comment développer nos grandes villes wallonnes et Bruxelles pour leur permettre d'affronter les défis du futur ? Voici les quatre propositions du MR, réalisées à l'occasion de la visite du président libéral Georges-Louis Bouchez à Liège.

Ce vendredi, le président du MR Georges-Louis Bouchez était en Cité ardente ! Il y a notamment visité la salle de consommation en compagnie de la députée wallonne et conseillère communale de Liège Diana Nikolic, et de David Leisterh, président du MR bruxellois. Les trois libéraux en ont profité pour proposer leurs quatre idées pour développer les grandes villes wallonnes et Bruxelles, et leur permettre de répondre aux défis qui les attendent.

> Un droit à la prise en ville

En termes de mobilité d'abord. Les libéraux veulent permettre au citadin de pouvoir se tourner vers l'électrique : « Aujourd'hui, le citadin qui veut acheter une voiture électrique s'en détourne souvent parce qu'il n'a pas d'allée de ga-

rage, de box ou de carport pour installer sa borne de recharge, et éprouve déjà des difficultés à se stationner près de chez lui. Il est d'ailleurs encore interdit de tirer un câble devant chez soi... Ainsi, nous voulons mettre en place un droit à la prise, comme à Amsterdam. Il s'agit de permettre au citadin qui envisage l'achat d'un véhicule électrique de pouvoir demander à avoir une solution de recharge à proximité de chez lui. Cela nous permettra également de localiser précisément la demande, de connaître les endroits où la demande est forte et d'ensuite installer des bornes selon cette demande », explique Diana Nikolic.

> Cartographier les sous-sols

Une attention toute particulière est aussi portée aux espaces verts, parfois trop peu nombreux dans nos grandes villes. Pour végétaliser de manière plus efficace, les libéraux proposent de mettre en place une cellule régionale spécialisée qui serait, entre autres, composée d'experts : « On le voit à Liège avec le parc de la Boverie, ainsi que dans d'autres villes wallonnes, le moindre espace vert est pris d'as-



Des propositions valables pour les grandes villes et Bruxelles. © L.H

saut. Les villes ont un besoin important d'espaces verts. Nous voulons aider les villes à cartographier leurs sous-sols. De cette manière, on saurait exactement ce qui s'y trouve, de quel espace nous disposons et ce qu'on pourra planter, tout en tenant compte des spécificités des sous-sols urbains. Car on ne plante pas de la même manière dans une grande ville que dans une commune rurale. Une fois le diagnostic précis réalisé, et adapté à chaque ville, nous pourrions planter la meilleure espèce au meilleur endroit », poursuit la députée.

> Un échevinat de l'emploi

En termes d'emploi maintenant, le MR veut donner plus de responsabilités aux communes : « Il faut une stratégie spécifique par grande ville et opérationnaliser les communes en matière de gestion d'emplois », commence Georges-Louis Bouchez. « Il faut assurer un suivi plus spécifique aux personnes qui cherchent un emploi. Ce qui leur est proposé aujourd'hui est beaucoup trop morcelé. Cela passerait par exemple par la création d'un échevinat de l'emploi dont le bras armé serait l'agence locale pour

l'emploi, dont il faut d'ailleurs étendre les missions. Cet échevin serait mis en relation avec le Forem, les acteurs économiques de la ville, les écoles... Cela permettra d'identifier les demandeurs d'emploi, leurs difficultés, leurs besoins et d'y apporter une réponse plus encadrée et précise. Aujourd'hui, les grandes villes wallonnes ne jouent pas leur rôle de moteur de développement de la Wallonie, il faut leur permettre d'assumer ce rôle ».

> Développer le logement

Côté logement, le MR veut développer les agences immobilières sociales : « Il ne faut pas toujours tout miser sur le logement public. On veut s'appuyer et améliorer le mécanisme des agences immobilières sociales, et mettre à disposition du logement privé pour des personnes qui ont de faibles revenus avec un soutien public dans le paiement des loyers. Nous pensons qu'il faut revoir la manière dont la politique de logement est menée et la rendre plus flexible pour mieux répondre aux besoins des citadins », conclut GLB. ●

STEFANO BARATTINI